



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 11 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1977

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
4

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

Ν. 518. Περί κυρώσεως τῶν ἐν Καίρῳ τὴν 11ην Φεβρουαρίου 1976 ὑπογραφεισθῶν Συμφωνιῶν, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου, ἐπὶ τοῦ Ἐμπορίου καὶ Πληρωμῶν μετὰ τοῦ συνημμένου εἰς τὴν Συμφωνίαν Πληρωμῶν Πρωτοκόλλου. 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

1. Περί συμπλήρωσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 330/21 -4/7.5.73 Β. Διατάγματος «περὶ ὁργανώσεως καὶ λειτουργίας τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ Ποινικοῦ Μητρώου»..... 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 518

Περί κυρώσεως τῶν ἐν Καίρῳ τὴν 11ην Φεβρουαρίου 1976 ὑπογραφεισθῶν Συμφωνιῶν, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου, ἐπὶ τοῦ Ἐμπορίου καὶ Πληρωμῶν μετὰ τοῦ συνημμένου εἰς τὴν Συμφωνίαν Πληρωμῶν Πρωτοκόλλου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσταμεν:

Κυροῦνται καὶ ἔχουν ἐσχὺν νόμου αἱ ἐν Καίρῳ τὴν 11ην Φεβρουαρίου 1976 ὑπογραφεῖσθαι Συμφωνίαι, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου, ἐπὶ τοῦ Ἐμπορίου καὶ Πληρωμῶν μετὰ τοῦ συνημμένου εἰς τὴν Συμφωνίαν πληρωμῶν πρωτοκόλλου, ὧν τὰ κείμενα ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχουν ὡς ἑπονται:

ACCORD COMMERCIAL

Entre le Gouvernement de la République de Grèce et le Gouvernement de la République Arabe d' Egypte.

Le Gouvernement de la République de Grèce et le Gouvernement de la République Arabe d' Egypte prenant en considération les conditions favorables qui existent pour un développement plus avancé des relations commerciales entre les deux Pays et animés du désir d'encourager ce développement sur la base d' égalité et d' avantage mutuel, sont convenus de conclure le présent Accord Commercial.

Article 1.

Les deux Gouvernements prendront toutes les mesures nécessaires, conformément aux dispositions du présent Accord, dans le cadre de la réglementation en vigueur dans chacun des deux Pays, pour faciliter et développer les échanges commerciaux d' une manière équilibrée et harmonieuse pendant la période de la validité du présent Accord.

Article 2.

Les Parties Contractantes s' accorderont réciproquement la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits de douane, les droits accessoires, les droits et taxes intérieurs, de même qu' en ce qui concerne la manière de percevoir ces mêmes droits et taxes, les règlements douaniers et les diverses formalités douanières relatives à l' importation et à l' exportation des marchandises d' origine et de provenance de l' une des Parties Contractantes. Ce traitement ne s' applique pas :

a) aux avantages qui sont ou seraient accordés par l' une des Parties Contractantes à d' autres Etats, dans le but de former avec eux une union douanière, ou d' établir une zone de libre échange.

b) aux avantages qui sont ou seraient accordés par l' une des Parties Contractantes pour faciliter le trafic frontalier avec des Etats limitrophes.

Article 3.

Le règlement de la valeur des marchandises échangées entre les deux Parties Contractantes concernant les produits indiqués dans les Listes A (exportations égyptiennes) et B (exportations helléniques) s' effectuera par la voie du Clearing conformément aux dispositions de l' Accord des Paiements entre les deux Pays, signé en date de ce jour.

Les Listes en question seront valables pour la première année de la validité du présent Accord, et elles constitueront la base pour l' établissement des nouvelles listes pour la deuxième et troisième années de la validité de l' Accord.

Article 4.

Les deux Parties Contractantes, permettront l' importation et l' exportation d' autres produits en dehors de ceux indiqués dans les Listes A et B mentionnées dans l' article 3 para. a. La valeur des produits non repris dans les Listes A et B, ainsi que les frets, les primes d' assurance et les frais y afférents seront réglés en monnaies convertibles acceptées par les deux Parties.

Article 5.

Les deux Parties Contractantes autoriseront l' importation et l' exportation des marchandises qui feront l' objet d' échanges entre les deux Pays, conformément aux dispositions du présent Accord et de leurs législations en vigueur.

Article 6.

Les deux Parties Contractantes se sont mises d' accord que les prix des marchandises livrées en vertu du

présent Accord, soient établis sur la base des prix mondiaux, c' est à dire des prix pratiqués sur les principaux marchés pour les mêmes marchandises.

Article 7.

Les marchandises à échanger seront destinées à la consommation intérieure du Pays importateur; en cas contraire la possibilité d' une réexportation éventuelle sera soumise au consentement préalable des autorités compétentes des deux pays.

Article 8.

Les deux Parties Contractantes en conformité de leurs réglementations respectives faciliteront les entreprises intéressées à participer aux foires et aux expositions commerciales qui auront lieu sur le territoire des deux Pays. Elles faciliteront aussi l' exploration du marché et l' échange des informations.

Article 9.

Les articles importés dans chacun des deux Pays et destinés à être exposés aux foires, expositions et adjudications, les échantillons et outillage utilisés pour l' assemblage et l' installation des machines, ainsi que tout autre article prévu par la réglementation interne, seront dans chacun des deux Pays admis temporairement en franchise des droits et des impôts, en conformité aux règlements et aux formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu.

Article 10.

Une Commission Mixte composée de représentants des deux Parties Contractantes sera constituée. Cette Commission aura pour tâche d' établir les Listes d' échange de produits prévues à l' article 3 de cet Accord, examiner les conditions du fonctionnement du présent Accord et faciliter son exécution. Elle pourra notamment faire toute proposition en vue d' élargir les possibilités d' échanges et d' améliorer les relations commerciales entre les deux Pays.

La Commission Mixte se réunira une fois par an alternativement à Athènes et au Caire.

Article 11.

Le présent Accord remplace l' Accord Commercial entre les deux Pays du 21 Mai 1953, ainsi que les Protocoles y relatifs et ses annexes respectives. Il entre en vigueur rétroactivement à partir du 1er janvier 1976 et il expire le 31 décembre 1978. Après cette date, faute d' être dénoncé par l' une des Parties Contractantes trois mois avant son expiration, il sera tacitement prolongé d' année en année, chacune des Parties Contractantes conservant la faculté de notifier par un préavis écrit de trois mois avant l' expiration d' un quelconque des délais annuels, à l' autre Partie Contractante son intention de mettre fin à sa validité.

Le présent Accord est sujet à ratification par les autorités compétentes des deux Pays.

L' expiration du présent Accord n' affectera pas la validité légale et l' exécution des contrats conclus dans le cadre de cet Accord entre les entreprises intéressées et approuvés par les autorités compétentes des deux Pays.

Fait au Caire le 11 février 1976 en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République de Grèce Pour le Gouvernement de la République Arabe d' Egypte

JEAN M. VARVITSOTIS ZAKARIA TAWFIK
ABDEL - FATTAH

Liste «A»

Produit égyptiens à exporter vers la République de Grèce pendant la première année conventionnelle.

Produits	Quantités	Valeur en \$ USA
Coton		12.000.000*
Pétrole brut	tons 400.000	
Mélasses		500.000
Textiles de coton et autres textiles		250.000
Articles en verre		50.000
Riz cargo		300.000
Produits pharmaceutiques		50.000
Glycérine		50.000
Boissons alcooliques		50.000
Bois artificiels (Novopan)		200.000
Produits plastiques		100.000
Déchets de lin		200.000
Naphtaline		100.000
Phosphates bruts		P.M.
Divers		300.000

* Les quantités de coton qui ont été ou seront exportées à partir du 1er janvier 1976 en exécution de contrats déjà conclus et approuvés par les autorités compétentes des deux Pays, ne seront pas calculées à la charge du contingent ci-dessus mentionné.

Liste «B»

Produits grecs à exporter vers la République Arabe d'Egypte, pendant la première année conventionnelle.

Produits	Valeur en \$ USA
Tabac	26.000.000*
Olives	800.000
Pâtes d' Huile d' olive	400.000
Distillés de vins	1.800.000
Produits pharmaceutiques	700.000
Colophane	150.000
Emeri	50.000
Mastic	50.000
Caroubes	50.000
Papier et produits de papier	200.000

* Ce contingent sera exécuté proportionnellement 40 % environ pour des tabacs burley, et 60 % environ pour des tabacs orientaux.

Les quantités des tabacs qui ont été ou seront exportées à partir du 1er janvier 1976 en exécution de contrats déjà conclus et approuvés par les autorités compétentes des deux Pays ne seront pas calculées à la charge du contingent ci-dessus mentionné.

ACCORD DE PAIEMENTS

entre la République de Grèce et la République Arabe d'Egypte.

Le Gouvernement de la République de Grèce et le Gouvernement de la République Arabe d'Egypte désireux de faciliter et de régler les paiements courants entre les deux Pays, ont convenu ce qui suit :

Article 1.

Les paiements courants entre les deux Pays définis dans la Liste ci-jointe qui fait partie intégrante de cet Accord - effectués par des personnes physiques ou morales, résidant dans la République Arabe d'Egypte à des personnes physiques ou morales résidant dans la République de Grèce ou inversement, seront effectués dans le cadre des stipulations du présent Accord et tenant compte des règlements généraux en vigueur dans les deux Pays Contractants.

Article 2.

Dans ce but, la «Central Bank of Egypt» agissant pour le compte du Gouvernement de la République Arabe d'Egypte, ouvrira dans ses livres au nom de la Banque de Grèce, agissant pour le compte du Gouvernement de la République de Grèce, un compte non productif d'intérêt et sans frais, en Dollars U.S.A. (monnaie de compte) dénommé «GREEK ACCOUNT 1976».

Ce compte sera crédité de tous les paiements mentionnés dans la Liste ci-jointe, effectués par des personnes physiques ou morales, résidant dans la République Arabe d'Egypte en faveur des personnes physiques ou morales résidant dans la République de Grèce, et sera débité de tous les paiements mentionnés dans la Liste ci-jointe, effectués par des personnes physiques ou morales, résidant dans la République de Grèce en faveur des personnes physiques ou morales, résidant dans la République Arabe d'Egypte.

Article 3.

Les soldes que présenteront la date de la mise en vigueur du présent Accord les comptes «GREEK ACCOUNT», prévu par l'Accord de Paiements du 30.6.1962 et «GREEK ACCOUNT B» prévu par le Protocole du 30.6.1962, annexé à l'Accord en question seront transférés au compte «GREEK ACCOUNT 1976» prévu par l'article 2 du présent Accord.

Les paiements se rapportant aux transactions conclues et approuvées par les autorités compétentes de deux Pays qui devraient avoir lieu par l'intermédiaire du compte «GREEK ACCOUNT» seront effectués par l'intermédiaire du «GREEK ACCOUNT 1976».

Article 4.

Les contrats relatifs aux échanges des marchandises entre les deux Pays seront conclus en Dollars U.S.A. et les factures seront libellés à la même monnaie.

Article 5.

Pour autant que les autorités compétentes des Pays intéressés se mettent préalablement d'accord sur chaque cas concret, des transferts pourront être effectués du «GREEK ACCOUNT 1976» à un compte d'un pays tiers avec lequel la Grèce et la République Arabe d'Egypte sont liées par un Accord de Paiements.

Article 6.

Le compte «GREEK ACCOUNT 1976» mentionné dans l'article 2 de cet Accord peut montrer un solde débiteur ou créditeur jusqu'à une limite de 10.000.000 de Dollars U.S.A.

Tout excédent de la limite précitée sera réglé chaque fois par la Banque débitrice à la demande de la Banque créditrice en dollars libes U.S.A. ou en toute autre monnaie convertible acceptable par la Banque créditrice.

Article 7.

La «Central Bank of Egypt» et la Banque de Grèce se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires au fonctionnement régulier du présent Accord.

Article 8

Si, à l'expiration du présent Accord le «GREEK ACCOUNT 1976» prévu par l'article 2 présente un solde débiteur ou créditeur, les deux Parties Contractantes prendront les mesures nécessaires pour ce solde soit utilisé dans un délai d'une année pour l'achat de marchandises ou pour effectuer des paiements courants prévus dans la Liste annexée, suivant les dispositions du présent Accord. Après l'expiration de ce dernier délai, le solde sera réglé par la Banque débitrice en Dollars U.S.A. libes ou en une autre monnaie convertible acceptable par la Banque créditrice.

Article 9

Le présent Accord remplace l' Accord de Paiements en vigueur entre la République de Grèce et la République Arabe d' Egypte ainsi que le protocole et les lettres y annexés. Il entre en vigueur le jour de sa signature et expire le 31.12.1978. Après cette date, faute d' être dénoncé par l' une des Parties Contractantes trois mois avant son expiration, il sera tacitement prolongé d' année, en année, chacune des Parties Contractantes conservant la faculté de notifier par un préavis écrit de trois mois avant l' expiration d' un quelconque des délais annuels, à l' autre Partie Contractante son intention de mettre fin à sa validité.

Le présent Accord est sujet à ratification par les autorités compétentes des deux Pays.

Fait au Caire le 11 février 1976 en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de
la République de Grèce

Pour le gouvernement
de la République Ara-
be d' Egypte

JEAN M. VARVITSIOTIS

ZAKARIA TAWFIK
ABDEL-FATTAH

LISTE DES PAIEMENTS COURANTS

1. Les paiements pour les marchandises et produits échangés entre les deux Pays, dont mention est faite à l' Article 3 de l' Accord Commercial signé en date de ce jour, ainsi que tous les frais y relatifs.

2. Les frais de Banque, les commissions, etc.....

3. Les frais d' entretien des représentations diplomatiques, consulaires, commerciales et autres représentations et délégations.

4. Recettes consulaires.

5. Les frais de voyage et de séjour.

6. Les droits et redevances relatifs aux brevets, marques de fabrique, licences, droits d' auteurs et autres droits similaires.

7. Les primes et indemnités d' assurance et de réassurance.

8. Les salaires, pensions, traitements, appointements et honoraires.

9. Les dépenses concernant les activités sociales et culturelles : Foires et expositions, activités sportives, artistiques et autres activités similaires.

10. Les réparations des bateaux, les fournitures usuelles aux bateaux exceptés les combustibles.

11. Les règlements périodiques des administrations de P.T.T. etc.

12. Frets résultant du transport de marchandises et de personnes entre les deux Pays, dûs aux compagnies maritimes et aériennes Helléniques et de la République Arabe d' Egypte. Toutefois les frets résultant du transport de marchandises et de personnes, entre l' un des Deux Pays et des Pays tiers sont réglés en devises libres.

13. Les frais de port.

14. Les paiements résultant de la coopération scientifique et technique : entraînement des ressortissants et délégations d' experts.

15. Impôts et taxes légaux : amendes et frais afférents.

16. Autres paiements acceptés par les autorités compétentes des deux Pays.

PROTOCOLE

Annexé à l' Accord de Paiements entre la République de Grèce et la République Arabe d' Egypte signé le février 1976.

Se référant à l' Accord de Paiements entre la République de Grèce et la République Arabe d' Egypte signé en date de ce jour, les deux Parties Contractantes ont convenu ce qui suit :

Par le compte «GREEK ACCOUNT 1976» prévu à l' article 2 de l' Accord susmentionné entre la République de Grèce et la République Arabe d' Egypte seront effectués les transferts: a) des capitaux des ressortissants des deux Pays, au moment où ils quittent définitivement le Pays de leur résidence, jusqu' à concurrence de la contrevalleur de 5.000 Livres Egyptiennes, par famille, b) les capitaux des Legs institués par des ressortissants des deux Pays dans des buts éducationnels et d' utilité publique ou sociale jusqu' à concurrence, de la contrevalleur de 2.000 Livres Egyptiennes.

Le présent protocole faisant partie intégrante de l' Accord de Paiements entre la République de Grèce et la République Arabe d' Egypte signé en date de ce jour, entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait au Caire le 11 février 1976 en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République de Grèce

Pour le Gouvernement de la
République Arabe d' Egypte

JEAN M. VARVITSIOTIS

ZAKARIA TAWFIK
ABDEL - FATTAH

ΕΜΠΟΡΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Αραβικής Δημοκρατίας της Αιγύπτου.

Η Κυβέρνησις της Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνησις της Αραβικής Δημοκρατίας της Αιγύπτου λαμβάνουσαι υπό όψιν τας ύφισταμένας ευνοϊκὰς συνθήκας διά την περαιτέρω ανάπτυξιν των ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξύ των δύο χωρῶν και ἐμπορούμεναι ἐκ τῆς ἐπιθυμίας πρὸς ἐνθάρρυνσιν τῆς ἀναπτύξεως ταύτης βάσει τῆς ἰσότητος και τοῦ ἀμοιβαίου συμφέροντος, συνεφώνησαν τὴν σύναψιν τῆς παρούσης Ἑμπορικῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 1.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ λάβουν ἅπαντα τὰ ἀπαιτούμενα μέτρα, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ἐν ἰσχύι Νομοθεσίας εἰς ἐκάστην των δύο Χωρῶν, διὰ τὴν διευκόλυνσιν και τὴν ἀνάπτυξιν των ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν κατὰ τρόπον ἰσόρροπον και ἁρμονικὸν κατὰ τὴν περίοδον τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 2.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ παράσχουν ἀμοιβαίως τὴν ρήτραν τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τοὺς δασμοὺς και τὰ παρεπόμενα δικαιώματα, τὰ ἐσωτερικὰ δικαιώματα και τέλη, ὡς ἐπίσης και ἔσον ἀφορᾷ εἰς τὸν τρόπον τῆς εἰσπράξεως αὐτῶν των δικαιωμάτων και τελῶν, των τελωνειακῶν διακωνισμῶν και των διαφόρων τελωνειακῶν διατυπώσεων των σχετικῶν πρὸς τὴν εἰσαγωγὴν και ἐξαγωγὴν των ἐμπορευμάτων καταγωγῆς και προελεύσεως τοῦ ἐνὸς των Συμβαλλομένων Μερῶν. Ἡ μετεχειρίσις αὕτη δὲν ἐφαρμόζεται :

α) εις τὰ πλεονεκτήματα τὰ ὁποῖα ἔχουν ἢ θὰ παρασχε-
θοῦν ὑπὸ τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν πρὸς ἕτερον
Κράτη, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς δημιουργίας μετ' αὐτῶν τε
λειτουργικῆς ἐνὸς ἡδὲ ἰδρύσεως ζώνης ἐλευθέρων συναλλαγῶν,

β) εις τὰ πλεονεκτήματα τὰ ὁποῖα ἔχουν ἢ θὰ παρασχε-
θοῦν ὑπὸ τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διὰ τὴν διευ-
κόλυνσιν τῆς συνοριακῆς διακινήσεως μεταξὺ ὁρίων Κρα-
τῶν.

Ἄρθρον 3.

Ὁ διακανονισμὸς τῆς ἀξίας τῶν ἀνταλλασσομένων ἐμπο-
ρευμάτων μεταξὺ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, ὅσον
ἀφορᾷ εἰς τὰ ἀναφερόμενα προϊόντα εἰς τοὺς Πίνακας Α
(αἰγυπτιακὰ ἐξαγωγὰ) καὶ Β (ἐλληνικὰ ἐξαγωγὰ) θὰ
ἐνεργῇται μέσῳ τοῦ Κληρικῆ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις
τῆς Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, τῆς
ὑπογραφείσης σήμερον.

Οἱ ἐν λόγω Πίνακες θὰ ἰσχύσουν διὰ τὸ πρῶτον ἔτος τῆς
ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, καὶ θὰ ἀποτελέσουν τὴν
βάσιν διὰ τὴν κατάρτισιν τῶν νέων πινάκων, διὰ τὸ δεύτερον
καὶ τρίτον ἔτος τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 4.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐπιτρέπουν τὴν εἰσαγω-
γὴν καὶ ἐξαγωγὴν καὶ ἐτέρων προϊόντων ἐκτὸς τῶν ἀνα-
φερομένων εἰς τοὺς Πίνακας Α καὶ Β τοὺς μνημονευμένους
εἰς τὸ ἄρθρον 3 παράγρ. α. Ἡ ἀξία τῶν μὴ ἀναφερομένων
προϊόντων εἰς τοὺς Πίνακας Α καὶ Β, ὡς καὶ οἱ ναῦλοι,
τὰ ἀσφάλιστρα καὶ τὰ σχετικὰ μὲ αὐτὰ ἔξοδα θὰ διακανο-
νίζονται εἰς μετατρέψιμα νομίσματα ἀποδοχῆς ὑπὸ τῶν δύο
Μερῶν.

Ἄρθρον 5.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐπιτρέπουν τὴν εἰσαγωγὴν
καὶ ἐξαγωγὴν τῶν ἐμπορευμάτων τὰ ὁποῖα θὰ καταστοῦν
ἀντικείμενον ἀνταλλαγῶν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, συμφώ-
νως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν
ἐν ἰσχύϊ Νομοθεσιῶν αὐτῶν.

Ἄρθρον 6.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συμφώνησαν ὅπως αἱ τιμαὶ
τῶν παραδιδόμενων ἐμπορευμάτων δυνάμει τῆς παρούσης
Συμφωνίας καθορίζονται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διεθνῶν τιμῶν,
δηλαδή τῶν ἐφαρμοζομένων τιμῶν εἰς τὰς κυριωτέρας
ἀγορὰς διὰ τὰ αὐτὰ ἐμπορεύματα.

Ἄρθρον 7.

Τὰ πρὸς ἀνταλλαγὴν ἐμπορεύματα θὰ προορίζονται διὰ
τὴν ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν τῆς εἰσαγωγέως Χώρας·
εἰς τὴν ἀντίθετον περίπτωσιν ἡ δυνατότης μιᾶς ἐνδεχομένης
ἐπανεξαγωγῆς θὰ ὑποβάλληται εἰς τὴν προηγούμενην συγκα-
τάθεσιν τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Ἄρθρον 8.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἐκ συμφώνου πρὸς τοὺς οἰ-
κειοὺς κανονισμοὺς αὐτῶν θὰ διευκολύνουν τὰς ἐνδιαφερο-
μένας ἐπιχειρήσεις, ὅπως συμμετέχουν εἰς τὰς ἐμπορικὰς
πλημμύρας καὶ ἐκθέσεις αἰτινες θὰ λαμβάνουν χώραν εἰς
τὸ ἔδαφος τῶν δύο Χωρῶν. Θὰ διευκολύνουν ὡσάκτως τὴν
διερεύνησιν τῆς ἀγορᾶς καὶ τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν πληροφο-
ριῶν.

Ἄρθρον 9.

Τὰ εἰσαγόμενα εἶδη εἰς ἐκάστην τῶν δύο Χωρῶν τὰ ὁποῖα
θὰ προορίζονται νὰ ἐκτεθοῦν εἰς τὰς πανηγύρεις, ἐκθέσεις
καὶ δημοπρασίας, τὰ χρησιμοποιούμενα δείγματα καὶ ἐργα-
λεῖα διὰ τὴν συναρμολόγησιν καὶ τὴν ἐγκατάστασιν τῶν μη-
χανῶν, ὡς καὶ πᾶν ἕτερον εἶδος προβλεπόμενον ὑπὸ τῶν
ἐσωτερικῶν κανονισμῶν, θὰ εἰσάγονται εἰς ἐκάστην τῶν
δύο Χωρῶν προσωρινῶς ἀπληλαγμένα δασμῶν καὶ φόρων,
συμφώνως πρὸς τοὺς τελωνειακοὺς κανονισμοὺς καὶ δια-
τυπώσεις τὰς καθορισθείσας διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ἐπα-
νεξαγωγῆς τῶν ἢ τῆς πληρωμῆς τῶν καθορισθέντων δασμῶν,

εἰς περίπτωσιν μὴ ἐπανεξαγωγῆς ἐντὸς τῆς προβλεπομένης
προθεσμίας.

Ἄρθρον 10.

Μία Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἀποτελουμένη ἐξ ἐκπροσώπων
τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν θέλει συσταθῇ. Ἡ Ἐπι-
τροπὴ αὕτη θὰ ἔχῃ ὡς ἔργον τὴν κατάρτισιν τῶν Πινάκων
ἀνταλλαγῆς τῶν προϊόντων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρ-
θρον 3 τῆς Συμφωνίας ταύτης, τὴν ἐξέτασιν τῶν συνθηκῶν
λειτουργικῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τὴν διευκόλυνσιν
τῆς ἐκτελέσεώς της. Αὕτη θὰ δύναιται, εἰδικώτερον, νὰ ὑπο-
βάλῃ πᾶσαν πρότασιν διὰ τὴν διεύρυνσιν τῶν δυνατοτήτων
τῶν ἀνταλλαγῶν καὶ τὴν βελτίωσιν τῶν ἐμπορικῶν σχέσεων
μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέρχεται ἅπαξ τοῦ ἔτους ἐν κί-
λακτικῶς εἰς τὰς Ἀθήνας καὶ εἰς τὸ Κάιρον.

Ἄρθρον 11.

Ἡ παρούσα Συμφωνία ἀντικαθιστᾷ τὴν Ἐμπορικὴν Συμ-
φωνίαν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν τῆς 21 Μαΐου 1953, ὡς
καὶ τὰ Πρωτόκολλα τὰ σχετικὰ πρὸς αὐτὴν καὶ τὰ οἰκεία
παραρτήματα. Τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀναδρομικῶς ἀπὸ τῆς 1ης
Ἰανουαρίου 1976 καὶ λήγει τὴν 31 Δεκεμβρίου 1978.
Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχῃ καταγ-
γελθῇ ὑπὸ τοῦ ἐνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τρεῖς
μῆνας πρὸ τῆς λήξεώς της, θὰ παρατείνεται σιωπηρῶς ἀπὸ
ἔτους εἰς ἔτος, ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δια-
τηροῦντος τὴν εὐχέρειαν ὅπως γνωστοποιῇ δι' ἐγγράφου
προειδοποιήσεως τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως μιᾶς οἰασθῇ-
ποτε ἐτησίως προθεσμίας, πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον
Μέρος τὴν πρόθεσιν τοῦ ὅπως θέσῃ τέλος εἰς τὴν ἰσχύϊν της.

Ἡ παρούσα Συμφωνία ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν ὑπὸ τῶν
ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Ἡ λήξις τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν θέλει ἐπηρεάσει-
τὴν νομικὴν ἰσχύϊν καὶ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν συναφέντων συμ-
βολαίων ἐν τῷ πλαίσιῳ τῆς Συμφωνίας ταύτης μεταξὺ τῶν
ἐνδιαφερομένων ἐπιχειρήσεων καὶ ἐγκειμένων ὑπὸ τῶν
ἀρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν Καίρῳ τὴν 11 Φεβρουαρίου 1976 εἰς δύο
πρωτότυπα ἀντίτυπα, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, τῶν δύο κει-
μένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἀποδεικτικὴν ἰσχύϊν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
(Ὑπογραφή) ΙΩΑΝΝΗΣ Μ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας
τῆς Αἰγύπτου
(Ὑπογραφή) ZAKARIA TAWFIK ABDEL-FATTAH

Πίναξ «Α»

Αἰγυπτιακὰ προϊόντα ἐξαχρησόμενα πρὸς τὴν Ἑλληνικὴν
Δημοκρατίαν κατὰ τὸ πρῶτον συμβατικὸν ἔτος

Προϊόντα	Ποσότητες	Ἀξία εἰς S HHA
Βάμβαξ		12.000.000*
Ἀργὸν Πετρέλειον	Τόννοι 400.000	500.000
Μέλασσα		
Κλωστοϋφαντουργικὰ ἐκ βάμβακος καὶ ἕτερα κλωστοϋφαντουργικὰ		250.000
Εἶδη ἐξ ὕαλου		50.000
Ὀρυζα CARGO		300.000
Φαρμακευτικὰ προϊόντα		50.000
Γλυκερίνη		50.000
Οἶνοπνευματώδη ποτὰ		50.000
Τεχνικὴ ξυλεῖα (NOVOPAN)		200.000
Πλαστικὰ προϊόντα		100.000
Ἀπορρίμματα λίνου		200.000
Ναφθαλίνη		100.000

Φωσφορικά άλλατα άκατέργα-

στα	ένδεικτικώς
Διάφορα	300.000

* Αί ποσότητες βάμβακος αί όποϊαι εξήχθησαν ή θέλουσιν εξαχθί από τής 1ης Ιανουαρίου 1976 εις εκτέλεσιν ήδη συναρθόντων συμβολαίων και έγκειριμένων υπό τών άρμοδίων Άρχών τών δύο Χωρών, δέν θέλουσιν υπολογισθί εις βάρος τής ως άνω άναφερομένης ποσοστώσεως.

Πίναξ «Β»

Έλληνικά προϊόντα εξαχθησόμενα προς την Άραβικήν Δημοκρατίαν τής Αιγύπτου κατά τό πρώτον συμβατικόν έτος

Προϊόντα	Άξία εις \$ΗΠΑ
Καπνά	26.000.000*
Έλαιαι	800.000
Πολτός Έλαιολάδου	400.000
Άποστάγματα Οίνων	1.800.000
Φαρμακευτικά Προϊόντα	700.000
Κολοφώνιον	150.000
Σμύρις	50.000
Μαστίχη	50.000
Χαρούπια	50.000
Χάρτης και προϊό. α έκ χάρτου	200.000

* Η ποσόστωση αύτη θέλει εκτελεσθί κατ' άναλογίαν περίπου 40% εις καπνά BURLEY και περίπου 60% εις άνατολικά καπνά.

Αί ποσότητες καπνών αί όποϊαι εξήχθησαν ή θέλουσιν εξαχθί από τής 1ης Ιανουαρίου 1976 εις εκτέλεσιν ήδη συναρθόντων συμβολαίων και έγκειριμένων υπό τών άρμοδίων Άρχών τών δύο Χωρών δέν θέλουσιν υπολογισθί εις βάρος τής ως άνω άναφερομένης ποσοστώσεως.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΛΗΡΩΜΩΝ

Μεταξύ τής Έλληνικής Δημοκρατίας και τής Άραβικής Δημοκρατίας τής Αιγύπτου.

Η Κυβέρνησις τής Έλληνικής Δημοκρατίας και ή Κυβέρνησις τής Άραβικής Δημοκρατίας τής Αιγύπτου έν τη έπιθυμία των νά διευκολύνουν και διακανονίσουν τās τρεχούσας πληρωμάς μεταξύ τών δύο Χωρών, συνεφώνησαν τή εξής :

Άρθρον 1.

Αί τρέχουσαι πληρωμαί μεταξύ τών δύο Χωρών, αί όριζόμεναι έν τώ σνηγμένω Πίνακι όστις άποτελει άναπόσπαστον μέρος τής Συμφωνίας τούτης αί πραγματοποιούμεναι υπό φυσικών ή νομικών προσώπων, διαμενόντων έν τη Άραβική Δημοκρατίτ της Αιγύπτου προς φυσικά ή νομικά πρόσωπα διαμενόντα έν τη Έλληνική Δημοκρατίτ ή και άντιστρόφως, θά διενεργούνται έν τώ πλαισίω τών διατάξεων τής παρούσης Συμφωνίας και λαμβανομένων υπό έψιν τών γενικών κανονισμών έν ισχύι εις τās δύο Συμβαλλόμενας Χώρας.

Άρθρον 2.

Πρός τόν σκοπόν τούτον, ή «CENTRAL BANK OF EGYPT» (Κεντρική Τράπεζα τής Αιγύπτου), ένεργούσα διά λογαριασμόν τής Κυβερνήσεως τής Άραβικής Δημοκρατίας τής Αιγύπτου, θέλει άνοίξει εις τά βιβλία της έπ' όνόματι τής Τραπέζης τής Έλλάδος, ένεργούσης διά λογαριασμόν τής Κυβερνήσεως τής Έλληνικής Δημοκρατίας, άτοκον λογαριασμόν και άνευ έξόδων, εις Δολάρια ΗΠΑ (νόμισμα λογαριασμού) καλούμενον «GREEK ACCOUNT 1976».

Ο Λογαριασμός ούτος θά πιστοϋται με άπάσας τās άναφερομένας πληρωμάς έν τώ σνηγμένω Πίνακι, τās γενομένας υπό φυσικών ή νομικών προσώπων, διαμενόντων εις την Άραβικήν Δημοκρατίαν τής Αιγύπτου, ήπέρ φυσικών ή νομικών προσώπων διαμενόντων εις την Έλληνικήν Δημοκρατίαν, και θά χρεοϋται με άπάσας τās

άναφερομένας πληρωμάς έν τώ σνηγμένω Πίνακι, τās γενομένας υπό φυσικών ή νομικών προσώπων, διαμενόντων εις την Έλληνικήν Δημοκρατίαν, ήπέρ φυσικών ή νομικών προσώπων, διαμενόντων εις την Άραβικήν Δημοκρατίαν τής Αιγύπτου.

Άρθρον 3.

Τά υπόλοιπα τά όποϊα θά έμφανίζουν κατά την ήμερομηνίαν τής θέσεως έν ισχύι τής παρούσης Συμφωνίας οι λογαριασμοί «GREEK ACCOUNT», προβλεπόμενος υπό τής Συμφωνίας Πληρωμών τής 30.6.1962 και «GREEK ACCOUNT B» προβλεπόμενος υπό του Πρωτοκόλλου τής 30.6.1962, προσηρτημένου εις την έν λόγω Συμφωνίαν, θέλουν μεταφερθί εις τόν λογαριασμόν «GREEK ACCOUNT 1976» τόν προβλεπόμενον υπό του άρθρου 2 τής παρούσης Συμφωνίας.

Αί πληρωμαί αί άναφερόμεναι εις τās συναρθείσας συναλλαγάς και έγκριθείσας υπό τών άρμοδίων Άρχών τών δύο Χωρών, αίτινες έδει νά λάβουν χώραν μέσω του λογαριασμού «GREEK ACCOUNT» θέλουν ένεργηθί μέσω του «GREEK ACCOUNT 1976».

Άρθρον 4.

Τά συμβόλαια τά σχετικά προς τās άνταλλαγάς έμπορευμάτων μεταξύ τών δύο Χωρών θά συναφθώσιν εις Δολάρια ΗΠΑ και τά τιμολόγια θά συντάσσωνται εις τό αυτό νόμισμα.

Άρθρον 5.

Εφ' όσον αί άρμόδιαι Άρχαι τών ένδιαφερομένων Χωρών θά συνεφώνουν προηγουμένως έφ' έκάστης συγκεκριμένης περιπτώσεως, μεταφοραί θά είναι δυνατόν νά ένεργηθώσιν από του «GREEK ACCOUNT 1976» εις ένα λογαριασμόν μιās τρίτης χώρας μετά τής όποιάς ή Έλλάς και ή Άραβική Δημοκρατία τής Αιγύπτου είναι συνδεδεμέναι διά Συμφωνίας Πληρωμών.

Άρθρον 6.

Ο λογαριασμός «GREEK ACCOUNT 1976» ό άναφερόμενος εις τό άρθρον 2 τής Συμφωνίας τούτης δύναται νά έμφανίξη έν χρεωστικόν ή πιστωτικόν υπόλοιπον μέχρις ένός όρίου 10.000.000 Δολλαρίων ΗΠΑ.

Πάσα ύπέρβασις του προειρημένου όρίου θά διακανονίζεται έκάστοτε υπό τής όφειλέτιδος Τραπέζης τη αίτήσιν τής πιστωτρίας Τραπέζης εις έλεύθερα Δολάρια Η.Π.Α. ή εις πñν άλλον μετατρέψιμον νόμισμα τής άποδοχής τής πιστωτρίας Τραπέζης.

Άρθρον 7.

Η «CENTRAL BANK OF EGYPT» και ή Τράπεζα τής Έλλάδος θά συμφωνήσουν έπί τών τεχνικών λεπτομερειών τών άπαιτούμένων διά την κανονικήν λειτουργίαν τής παρούσης Συμφωνίας.

Άρθρον 8.

Εάν, κατά την λήξιν τής παρούσης Συμφωνίας ό «GREEK ACCOUNT 1976» ό προβλεπόμενος υπό του άρθρου 2, παρουσιάση έν πιστωτικόν ή χρεωστικόν υπόλοιπον, τά δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θά λάβουν τά άναγκαία μέτρα ήπως τό υπόλοιπον τούτο χρησιμοποιηθί έντός προθεσμίας ένός έτους διά την άγοράν έμπορευμάτων ή διά την ένέργειαν τών τρεχουσών πληρωμών τών προβλεπομένων εις τόν έν παραρτήματι Πίνακα, συμφώνως προς τās διατάξεις τής παρούσης Συμφωνίας. Μετά την λήξιν τής τελευταίας τούτης προθεσμίας, τό υπόλοιπον θά διακανονίζεται υπό τής όφειλέτιδος Τραπέζης εις έλεύθερα Δολάρια Η.Π.Α. ή εις έτερον μετατρέψιμον νόμισμα τής άποδοχής τής πιστωτρίας Τραπέζης.

Άρθρον 9.

Η παρούσα Συμφωνία άντικαθιστά την έν ισχύι Συμφωνία Πληρωμών μεταξύ τής Έλληνικής Δημοκρατίας και τής Άραβικής Δημοκρατίας τής Αιγύπτου ως και τό πρωτόκολλον και τās έν παραρτήματι αυτής έπιστολάς. Τίθεται

έν ισχύι κατά την ημέραν τῆς υπογραφῆς τῆς καὶ λήγει τὴν 31.12.1978. Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, ἐφ' ὅσον δὲν θὰ εἶχε καταγγελλθῇ ὑπὸ τοῦ ἐνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεώς τῆς θέλει σιωπηρῶς παραταθῇ ἀπὸ ἐτοὺς εἰς ἔτος, ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διατηροῦντος τὴν εὐχέρειαν ὅπως κοινοποιῇ δι' ἐγγράφου προειδοποιήσεως τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως μιᾶς οἰασθῇποτε ἐτησίως προθεσμίας, πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, τὴν πρόθεσιν τοῦ ὅπως θέσῃ τέλος εἰς τὴν ἰσχύν τῆς.

Ἡ παρούσα Συμφωνία ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν Καῖρῳ τῇ 11 Φεβρουαρίου 1976 εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
(Ὑπογραφή): **ΙΩΑΝΝΗΣ Μ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ**

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας
τῆς Αἰγύπτου

(Ὑπογραφή): **ZAKARIA TAWFIK ABDEL-FATTAH**

ΠΙΝΑΞ ΤΡΕΧΟΥΣΩΝ ΠΑΗΡΩΜΩΝ

1. Αἱ πληρωμαὶ διὰ τὰ ἐμπορεύματα καὶ προϊόντα τὰ ἀνταλλασσόμενα μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, περὶ ὧν γίνεται μεία εἰς τὸ ἄρθρον 3 τῆς Ἑμπορικῆς Συμφωνίας τῆς υπογραφείσης ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, ὡς καὶ ἅπαντα τὰ σχετικὰ ἔξοδα μὲ αὐτάς.

2. Τὰ ἔξοδα Τραπεζῆς, αἱ προμήθειαι, κ.λ.π.

3. Τὰ ἔξοδα συντηρήσεως τῶν διπλωματικῶν, προξενικῶν, ἐμπορικῶν καὶ λοιπῶν ἀντιπροσωπειῶν καὶ ἀποστολῶν.

4. Προξενικά ἔσοδα.

5. Τὰ ἔξοδα ταξιδιῶν καὶ παραμονῆς.

6. Τὰ δικαιώματα καὶ αἱ ὀφειλὰ αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰ διπλώματα εὔρεσιτεχνίας, ἐμπορικὰ σήματα, ἀδείας κατασκευῆς (LICENCES), συγγραφικὰ δικαιώματα καὶ λοιπὰ συναφῇ δικαιώματα.

7. Τὰ ἀσφάλιστρα, καὶ αἱ ἀσφαλιστικαὶ καὶ ἀντασφαλιστικαὶ ἀποζημιώσεις.

8. Τὰ ἡμερομίσθια, συντάξεις, ἀποδοχὴ, μισθοὶ καὶ ἀμοιβαί.

9. Αἱ δαπάναι αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰς κοινωνικὰς καὶ μορφωτικὰς δραστηριότητας, Πανηγύρεις καὶ Ἐκθέσεις, ἀθλητικὰς, καλλιτεχνικὰς καὶ λοιπὰς συναφεῖς δραστηριότητας.

10. Αἱ ἐπισκευαὶ πλοίων, αἱ συνήθειες προμήθειαι τῶν πλοίων πλὴν τῶν καυσίμων.

11. Οἱ περιοδικοὶ διακανονισμοὶ τῶν διοικήσεων τῶν Τ.Τ. Τ. κ.λ.π.

12. Οἱ ναῦλοι οἱ προκύπτοντες ἐκ τῆς μεταφορᾶς τῶν ἐμπορευμάτων καὶ τῶν προσώπων μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, οἱ ὀφειλόμενοι εἰς τὰς Ναυτικὰς καὶ Ἀεροπορικὰς Ἐταιρείας, Ἑλληνικὰς καὶ τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου. Πάντως, οἱ προκύπτοντες ναῦλοι ἐκ τῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων καὶ προσώπων, μεταξὺ τῆς μιᾶς τῶν δύο Χωρῶν καὶ τρίτων χωρῶν θὰ διακανονίζωνται εἰς ἐλεύθερον συνάλλαγμα.

13. Τὰ Λιμενικὰ ἔξοδα.

14. Αἱ πληρωμαὶ αἱ προκύπτουσαι ἐκ τῆς ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, τῆς ἐκπαιδεύσεως τῶν ὑπηκόων καὶ τῶν ἀποστολῶν ἐμπειρογνομόνων.

15. Δικαστικοὶ Φόροι καὶ τέλη: πρόστιμα καὶ συναφῇ ἔξοδα.

16. Ἔτεραι πληρωμαὶ τῆς ἀποδοχῆς τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Ἐν παραρτήματι εἰς τὴν Συμφωνίαν Πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου υπογραφείσης τὸν Φεβρουάριον 1976.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναφερόμενα εἰς τὴν Συμφωνίαν Πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου, υπογραφείσης σήμερον, συμφώνησαν τὰ ἑξῆς:

Διὰ τοῦ λογαριασμοῦ «GREEK ACCOUNT 1976» τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 2 τῆς προειρημένης Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου, θὰ ἐνεργοῦνται αἱ μεταφοραί:

α) τῶν κεφαλαίων τῶν ὑπηκόων τῶν δύο Χωρῶν, κατὰ τὴν στιγμὴν κατὰ τὴν ὁποίαν ἐγκαταλείπουν ὀριστικῶς τὴν χώραν τῆς κατοικίας των, μέχρι τοῦ ἰσοπόσου τῶν 5000 Αἰγυπτιακῶν Λιρῶν, κατὰ οἰκογένειαν, β) τῶν κεφαλαίων τῶν Κληροδοτημάτων τῶν συσταθέντων ὑπὸ τῶν ὑπηκόων τῶν δύο Χωρῶν διὰ σκοποῦς μορφωτικούς, δημοσίας ὠφελείας καὶ κοινωνικῆς τοιαύτης μέχρι τοῦ ἰσοπόσου τῶν 2000 Αἰγυπτιακῶν Λιρῶν.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον, ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου, ὑπογραφέν σήμερον, τίθεται ἐν ἰσχύι ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς υπογραφῆς του.

Ἐγένετο ἐν Καῖρῳ τῇ 11 Φεβρουαρίου 1976 εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
(Ὑπογραφή): **ΙΩΑΝΝΗΣ Μ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ**

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας
τῆς Αἰγύπτου

(Ὑπογραφή): **ZAKARIA TAWFIK ABDEL-FATTAH**

Ἄρθρον δεῦτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχει ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Ἰανουαρίου 1977

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΕΜΠΟΡΙΟΥ

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

Ἐδωροθήρη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 10 Ἰανουαρίου 1977

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1

Περὶ συμπληρώσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 330/21-4/7-5-1973 Β. Διατάγματος «περὶ Ὁργανώσεως καὶ Λειτουργίας τῶν Ὑπηρεσιῶν τοῦ Ποινικοῦ Μητρώου».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ἔχοντες ὑπ' ὄψει: α) Τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 573 τοῦ Κώδικος Ποινικῆς Δικονομίας, ὡς τοῦτο ἀντικατεστάθη ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 22 τοῦ Ν.Δ. 1160/1972 «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ Ποινικοῦ Κώδικος, τοῦ Κώδικος Ποινικῆς Δικονομίας καὶ ἄλλων τινῶν ποινικῶν διατάξεων», καὶ β) τὴν ὑπ' ἀριθ. 917/1976 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον μόνον.

1. Εἰς τὸ συνοδεῦον τὸ ὑπ' ἀριθ. 330/21-4/7-5-1973 Β. Διάταγμα «περὶ Ὁργανώσεως καὶ Λειτουργίας τῶν Ὑπηρεσιῶν τοῦ Ποινικοῦ Μητρώου» παράρτημα, προστίθεται ὑπόδειγμα (ὑπ' ἀριθ. 5), ἔχον ὡς ἀκολούθως:

ΣΤΟΙΧΕΙΑ ΤΑΥΤΟΤΗΤΟΣ
ΚΑΤΗΓΟΡΟΥΜΕΝΟΥ
(καὶ λοιπαὶ ἐνδείξεις)

Ὑπόδειγμα 5
ΑΝΤΙΓΡΑΦΟΝ ΠΟΙΝΙΚΟῦ ΜΗΤΡΩΟΥ
ΤΥΠΟΥ Α (προσθία ὄψις)
ΕΙΣΑΓΓΕΛΙΑ ΠΡΩΤΟΔΙΚΩΝ ΑΘΗΝΩΝ
Ἀριθ. Πρωτ.

Π ρ ὶ

Εἰσαγγελέα Πρωτοδικῶν
Ὑπουργεῖον Δικαιοσύνης Γραφ. ΠΜ
Γραφεῖον ΠΜ (παρ' ἡμῖν)
Παρακαλοῦμεν ὅπως βεβαιώσητε τὴν ποινικὴν κατάστασιν
τοῦ ἐναντι, ὑπ' ἀριθ. κατηγορουμένου.

Ὁ Εἰσαγγελεὺς

Ἀριθ. Πρωτ.

Π ρ ὶ

Εἰσαγγελέα Πλημμελειοδικῶν
Ἐπιστρέφεται δεόντως συμπεπληρωμένον μετὰ τὴν παρατήρησιν
ὅτι:

Ἐν τῇ

(ὀπισθία ὄψις)

ΠΟΙΝΙΚΗ ΚΑΤΑΣΤΑΣΙΣ ΤΟΥ ΠΡΟΣΘΕΝ ΑΝΑΓΡΑΦΟΜΕΝΟΥ ΚΑΤΗΓΟΡΟΥΜΕΝΟΥ
(Συμπληρωτέα ὑπὸ τοῦ Ποινικοῦ Μητρώου)

Τῆς καταδικαστικῆς ἀποφάσεως	Δικαστήριον ἐκδὸν τὴν ἀπόφασιν	Ἀξιόποινος πρᾶξις δι' ἣν κατεδικ.	Ἐπιβληθεῖσα Ποινὴ Εἶδος Διάρκεια ποιν. στερητ. ἐλευθερ. Ἡμερ. Μῆν. Ἔτη	Παρατηρήσεις
Ἀριθ. Ἡμερομηνία				
(1)				(2)

Βεβαιοῦται ἡ ὡς ἄνω ποινικὴ κατάστασις προκύπτουσα ἐκ τοῦ παρ' ἡμῖν Ποινικοῦ Μητρώου.

Ἐν τῇ 197.....

Ὁ Προϊστάμενος τοῦ Ποινικοῦ Μητρώου

(1) Ἐν περιπτώσει μὴ ὑπάρξεως Δελτίου Ποινικοῦ Μητρώου τίθεται ἡ λέξις «ΜΗΔΕΝ» ἄλλως ἀναγράφονται αἱ καταδίκες κατὰ χρονολογικὴν σειρὰν.

(2) Ἀναγράφονται πᾶσαι αἱ εἰς ἐκάστην καταδίκην ἀναφερόμεναι μεταβολαὶ ὡς καὶ ἡ χρονολογία ἀποτίσεως τῆς οἰκῆς.

Τοῦ ἄνωτέρω ὑποδείγματος δύναται νὰ γίνῃ χρῆσις, ἀντὶ τοῦ ὑποδείγματος 2, παρὰ τῶν Εἰσαγγελικῶν Ἀρχῶν εἰς τὰς ὁποίας χρησιμοποιεῖται σύστημα ἀποτυπώσεως τῶν στοιχείων ταυτότητος τῶν κατηγορουμένων ἐπὶ πολλῶν συγχρόνως ἐγγράφων τῆς ποινικῆς διαδικασίας.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 28 Δεκεμβρίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ